

La croissance : objectif de l'entreprise ou défi de civilisation?

Autor(en): **Gabus, Eric**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **35 (1977)**

Heft 2

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-137880>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La croissance: objectif de l'entreprise ou défi de civilisation ?

Eric Gabus,
directeur général,
Nestlé S.A., Vevey

I. INTRODUCTION

La dynamique de la croissance suscite depuis quelque temps de nombreuses controverses.

Nous limiterons ici notre interrogation au plan économique. Faudrait-il dans ce contexte reconnaître à nos sociétés des lois d'évolution qui leur seraient propres et qui s'exprimeraient dans un cycle qui pourrait être le suivant : naissance de la petite entreprise, qui croîtrait jusqu'à devenir multinationale, pour se transformer plus tard en conglomérat, lequel finirait dans la faillite, la nationalisation ou le démantèlement ? Rien n'est moins certain.

D'ailleurs, les jeunes gens d'aujourd'hui sont en général beaucoup moins préoccupés par le sort réservé à l'instrument de croissance qu'est l'entreprise que par les problèmes de la finalité de la croissance. Ils veulent savoir dans quel type de société une croissance du genre de celle que nous vivons depuis vingt ans va nous contraindre à vivre. On permettra toutefois, à l'homme de la quarantaine qui s'exprime ici d'engager d'abord le débat sur les moyens, c'est-à-dire sur les instruments de la croissance.

Je chercherai à déterminer, dans la première partie de mon exposé, quelles sont les conditions de démarrage de la croissance. Partons donc de l'hypothèse provisoire que, sans croissance, il n'y a pas de création de richesses nouvelles et, par conséquent, qu'il n'y a pas de combat possible contre la pauvreté, la faim, le froid, et donc pas de justice sociale. On examinera, dans une seconde partie, les limitations et les équilibres nécessaires de la croissance. Dans une troisième partie, on recherchera les finalités dans l'entreprise et la société économique. On rejoindra alors la quête des jeunes pour préciser l'attitude que tout homme doué de raison doit avoir en face des phénomènes de croissance et cela tout particulièrement dans l'époque que nous vivons.

II. LES CONDITIONS ET MOYENS DE LA CROISSANCE

La croissance économique, selon l'un de ses premiers grands apôtres que fut dans les années 50 le professeur Rostow, est un phénomène d'abord collectif. Sans une volonté générale de mettre à la disposition des masses, avec l'aide de l'épargne, les fruits de la création scientifique et technique, les sociétés sont condamnées à la stagnation. Si l'on accepte ce postulat, la question qui se pose est celle de savoir comment rétablir un rythme de croissance raisonnable, d'abord dans la société en général et, ensuite, au niveau de l'entreprise.

1. La croissance au niveau macro-économique

La croissance, pour exister, demande le rassemblement d'un certain nombre de facteurs qui lui sont favorables. L'économiste Rostow nous enseigne que le premier moyen dont une société doit disposer est un certain volume d'épargne prélevé sur la consommation. Il faut encore que l'épargne accumulée soit mise au service de deux priorités : l'investissement en infrastructure, d'une part, sans lequel l'échange de biens est impossible (créer des voies ferrées, des routes, des aéroports, des hôpitaux, des écoles, etc.) et l'investissement de type industriel, d'autre part, qui est créateur de biens.

En d'autres termes, la croissance requiert le goût du risque industriel. Elle repose sur une attitude et, peut-être plus encore, sur la volonté de l'entrepreneur de répondre aux sollicitations et aux pressions qu'exercent sur l'appareil économique les besoins et les désirs de ses contemporains.

L'« homo economicus » a, par définition, *confiance* dans les trois grands pôles de développement de toute société avancée sans lesquels aucune croissance n'est envisageable : *la science, l'organisation sociale et la communication*.

« Il n'y a pas d'entreprise, comme l'écrivait François Bloch Lainé, sans une unité de production où se conjuguent sous la conduite d'un pouvoir, un avoir financier, un savoir technique et un labeur humain », et j'ajouterais — pour ma part — un savoir de communication de l'information. Le succès de la croissance de l'entreprise est assuré, d'abord par le contrôle des flux de ces différents avoirs et savoirs ; il requiert de tous les participants certaines vertus qui sont discipline, honnêteté, désintéressement.

La croissance dépend ensuite, et sans doute beaucoup plus encore, de la capacité d'animer et de dynamiser ces flux : c'est-à-dire de l'acte de diriger. Cet acte requiert, à son tour, le sens de l'initiative, le goût du risque, le sens de la prospective et de l'autorité.

L'homme peut certes refuser la rigueur des lois économiques et, par conséquent, refuser la croissance. Les pays de l'Est l'ont tenté et l'expérience est là : c'est la pénurie, l'absence de qualité, l'attribution de produits non conformes aux besoins des consommateurs, l'absence de choix. Ce n'est que dans les secteurs où le « Plan » décide d'imposer un rythme de croissance que l'on retrouve les constantes inévitables de la vie économique qui sont : investissement, profit (ou surplus) et nécessaire répartition des fruits de l'expansion au travailleur et à l'Etat.

2. La croissance au niveau micro-économique

Dans une entreprise industrielle, les produits vieillissent. L'industriel, contrairement à l'artisan ou même au manufacturier, n'est jamais en mesure d'offrir au consommateur un produit de première qualité et qui serait vieux de deux millions d'années, comme l'huître, par exemple, chef-d'œuvre de perfection de la nature. Cet industriel est même toujours surpris de constater qu'un produit, comme le chocolat Frigor, puisse se maintenir sur le marché depuis près de cinquante ans sans modification. Car l'industriel travaille dans un environnement soumis à la créativité constante de l'esprit humain. Son expérience lui enseigne que la durée moyenne de ses produits est plus proche de cinq ans que de cinquante.

Le produit vieillit parce que les techniques changent. L'industriel qui ne percevrait pas cette évolution ou refuserait d'y croire, constaterait très vite qu'un concurrent national, et souvent plus encore international, ne tardera pas à faire mieux que lui. Dans ce climat de lutte, l'industriel ne peut pas se permettre de perdre des parts de marché au bénéfice de ses concurrents ; elles sont la condition même de sa survie. Bien plus, des problèmes structurels internes font que la part de marché est un impératif de vie : la loi économique veut que les coûts industriels soient toujours proportionnels au niveau de production. Il faut donc développer les ventes pour abaisser les coûts. D'où la nécessité de maintenir la croissance du chiffre d'affaires.

En effet, si la production diminue, les coûts augmentent proportionnellement et l'entreprise est condamnée au vieillissement, puis à la mort, c'est-à-dire à la faillite. Au contraire, si la production augmente plus rapidement que les coûts, l'entrepreneur réalise un profit. L'entrepreneur qui se doit d'être compétitif, a dès lors le choix :

- soit d'investir ce profit en parts de marché (en abaissant ses prix) ;
- soit de diminuer ses coûts (en investissant son profit dans de nouvelles machines ou usines) ;
- soit encore d'augmenter la rentabilité de ses capitaux (en augmentant son dividende, ce qui lui permettra de recourir plus tard au marché financier) ;
- soit, enfin, d'améliorer ses salaires (pour attirer les plus capables).

L'entrepreneur qui ne choisit pas le point de concentration de ses efforts se condamne à la médiocrité et à la non-croissance.

III. LES LIMITES DE LA DYNAMIQUE INDUSTRIELLE

1. Les limites de croissance de l'économie

Après avoir démontré la nécessité de la croissance, il faut maintenant se demander quelles sont ses limites. Le jeune homme s'arrête de grandir et le vieillard meurt. La mauvaise herbe qui pousse rapidement ne tarde pas à jaunir, alors que le chêne, qui croît au taux de 3 1/2 % l'an, deviendra plusieurs fois centenaire. Existe-t-il des analogies entre le monde naturel et le monde économique ? Apparemment oui. Les modes des couturiers ne durent qu'un printemps ; les produits qui sortent de nos usines seulement quelques années.

Ne suffit-il pas, par ailleurs, de se référer au langage des économistes pour s'apercevoir que ceux-ci connaissent bien les étapes inévitables de la croissance : ses stagnations et ses variations (positives ou négatives) ? Ne cherchent-ils pas constamment à nous dire si nous sommes en période de récession ou d'expansion et d'en tirer les conséquences sur le niveau de l'emploi, des revenus et des richesses ? L'économiste connaît par conséquent bien les limites de la croissance ; certains d'entre eux (étaient-ils vraiment des économistes d'ailleurs) n'ont-ils pas crié récemment : « halte à la croissance » ?

Mais avons-nous besoin des économistes pour découvrir les limites de la croissance ? Ne savons-nous pas naturellement que tout homme se fatigue du rythme de la croissance, qu'il supporte mal le risque et l'insécurité qu'elle engendre, qu'il n'accepte pas très longtemps son avance aveugle et destructrice des équilibres naturels, et, enfin, qu'il se fatigue d'un travail acharné qui devient alors une corvée ? C'est alors que le refus de consommer s'exprime ; le chômage en sera l'inévitable conséquence.

Certains faux prophètes élèveront alors leurs voix critiques à l'égard de tout ce qui est nouveau. L'esprit négatif triomphera. Les journalistes, les commentateurs de télévision, les artistes, les professeurs seront fiers de se tailler un succès moral ou de librairie (quand il ne s'agit pas d'un succès financier) en dénigrant le système économique qui les fait vivre. Ils s'attaqueront aux institutions de leur pays, voire même à leur pays, qu'ils ne considéreront pas « au-dessus de tout soupçon » !

L'analyse de la tendance longue ne donne cependant pas raison à nos faux prophètes, adversaires endiablés de la croissance. Aucune personne de bonne foi et douée de raison ne peut aujourd'hui nier le progrès accompli pendant le dernier siècle qui a vaincu tant de maladies, prolongé la vie humaine, conféré les droits civiques à certaines minorités, aux femmes, aux gens de couleur. L'espace d'une génération a vu naître successivement l'automobile, l'avion, la radio, le téléphone, la télévision, la machine à laver ; tous ces objets, je les ai vus s'installer progressivement dans l'univers et dans la maison de mon grand-père.

Cependant, nos critiques et nos sociologues excités refusent la prise de conscience de faits qui n'entrent pas dans leur idéologie. Ils voient tout au plus les effets négatifs du progrès sur l'environnement, ou encore stigmatisent les désordres mentaux engendrés : psychoses, névroses, troubles de l'esprit.

Mais soyons raisonnables. Ces « effets secondaires », sans vouloir les méconnaître ou en nier l'aspect tragique dans quelques cas d'espèce, ne sont-ils pas mineurs par rapport aux services que la croissance a rendus à l'humanité ?

Nos critiques de la société, qui se satisfont trop vite d'une approche parcellaire, se refusent d'entrer dans la complexité du problème de la croissance. Ils emploient des mots sans définir leur sens. Ils écrivent des livres qui ne sont pas construits et où la pensée conceptuelle a disparu. Ils n'isolent plus la responsabilité des acteurs sociaux. La responsabilité de l'industriel devient absolue. En revanche, celle du consommateur n'existe pas, parce qu'il aurait été privé de son esprit critique par des campagnes de télévision ou de publicité excessives. Nos critiques distribuent sur ces bases tronquées des nouvelles fausses et diffament sans aucune conséquence pour leur personne. Ils atteignent, cependant, dans leur honneur des milliers de travailleurs, de médecins, de responsables du Tiers monde. Vers quels obscurs destins nous conduit désormais ce dénigrement systématique ?

Il ne faut pas s'étonner, dès lors, que la violence et la critique destructrices s'emparent du corps social et que la cohésion nécessaire au progrès disparaisse. Devant le désarroi intellectuel qu'engendre l'acte absurde ou désespéré de révolte contre la croissance, où l'homme va-t-il se réfugier ?

Je l'affirme par expérience vécue : l'entreprise représente pour l'homme moderne le centre de ses relations. Elle reste dans ce monde désemparé, et quelle que soit la dimension de la firme — je puis le dire en connaissance de cause — le seul organe social à l'échelle humaine. L'entreprise se substitue à la cité politique désormais bafouée. Elle devient le lieu d'échanges et de contacts qui remplace le village d'autrefois. L'entreprise est l'unité relationnelle de notre époque. Sa chance n'est-elle pas au surplus d'être le terrain d'où va naître demain la participation ?

2. Les limites de croissance de l'entreprise

Mais l'entreprise va-t-elle échapper aux maladies de croissance ? Si, comme on l'a déjà vu, la croissance est indispensable à la vie de l'entreprise, une croissance forte, il faut bien le reconnaître, ne lui est pas favorable. Le chef d'entreprise, plus encore que l'économiste ou le politique, connaît les errements de la croissance. Il dispose, d'une part, en période de croisière, d'instruments très précis pour les mesurer : ce sont ses comptes de pertes et profits et ses bilans. Il dispose même d'une fonction chargée de veiller aux équilibres internes de croissance de sa firme : ... sa direction financière.

Mais, dans une période de forte croissance, telle que celle que nous avons récemment traversée, le chef d'entreprise n'a plus la mesure de son action. Au premier emballement de l'économie générale, ses instruments habituels deviennent fous. Les investissements ne peuvent plus être évalués en fonction des critères financiers courants. Les calculs de rentabilité perdent de leur sens devant l'inconnue du futur, les durées d'amortissement se raccourcissant dangereusement. Le chef d'entreprise est placé devant l'impossibilité de prévoir.

Dans une deuxième étape, la prospérité s'accélérait, les produits récemment lancés demandent tout à coup plus d'argent qu'ils ne peuvent en rapporter. Leur rentabilité à terme, qui paraissait mirifique, s'effondre brutalement, parce que leur durée de vie est écourtée. Dans ces conditions, il devient de plus en plus difficile d'équilibrer le « cash flow » des différents produits sur l'ensemble des activités. On est condamné à emprunter.

Enfin, la dernière phase apparaît, celle que nous avons appelée en Suisse la surchauffe : l'inflation galopante s'installe. Le marché des capitaux se rétracte et le niveau du « cash flow » interne ne permet plus de nourrir une croissance soutenable à long terme. L'entreprise entre dans des difficultés. Les mesures de redressement internes sont alors l'augmentation de la rotation des actifs et des capitaux, mais ces remèdes trouvent rapidement leur limite naturelle qui est la vitesse de ces rotations.

L'entreprise dont les rythmes ne sont pas contrôlés ne peut alors plus soutenir son rythme de croissance, et nous entrons dans la phase finale du cycle de croissance. L'entreprise qui n'aura pas contrôlé son rythme de croissance sera absorbée par un concurrent plus puissant. Parce qu'il aura mieux su contrôler ses coûts, ce concurrent sera seul capable, à terme, de rétablir les marges et de sauvegarder l'emploi.

La séquence des événements qui résultent d'une croissance folle montre clairement, s'il en était besoin, que ce n'est pas la croissance en elle-même qui est condamnable. Le mal, c'est d'accepter son rythme endiablé et, sans doute plus encore, de ne pas agir

pour s'en prémunir. Car ce rythme est contagieux. En revanche, l'entreprise qui a su adapter ses objectifs subsistera. Sa stratégie supérieure entraînera des résultats supérieurs, ses profits accumulés lui permettront de traverser l'inévitable crise économique.

En définitive, que ce soit à l'échelle macro-économique ou micro-économique, on observe que la croissance et sa maîtrise dépendent de la mise en œuvre d'une stratégie. Et c'est encore une stratégie d'un ordre différent qui permettra d'éviter la mort qu'entraîne tout emballement de la croissance.

3. Le changement : remède à la croissance ?

L'histoire enseigne que seule la stratégie du changement permet à l'entreprise de durer. Mais, il faut encore caractériser ce changement, car tout changement n'est pas sain en lui-même. En effet, un changement peut être de trois types différents ; il peut être contraignant, imitatif ou créateur. Le changement est dit *contraignant* lorsque les dirigeants proclament que tout changement, quel qu'il soit, est un progrès ; on opère alors sans modèle et sans objectif explicite. Le changement est dit *imitatif* lorsqu'il repose sur un modèle préétabli (le modèle américain, par exemple), mais le changement est alors sans but ; il fait naître des modes qui obscurcissent les caractères fondamentaux nécessaires aux structures. Enfin, le changement peut être *créateur*. C'est l'essence même de la stratégie. Il requiert un but et un modèle ; il est l'expression vivante d'un concept intégré. On s'apercevra alors que les changements de structure suivront naturellement la stratégie qui l'a fait naître.

Pour être utile à l'entreprise, le changement ne peut être qu'une stratégie de croissance créatrice et équilibrée. Seul ce type de programme permet à l'organisme vivant qu'est l'entreprise de s'adapter à l'évolution inévitable de son environnement.

La mise à l'œuvre d'un tel programme nécessite d'abord l'intégration dans le plan de l'entreprise des objectifs des fonctions dites stratégiques (fonctions de recherche et de développement, de marketing, et de finance) avec les objectifs des fonctions dites parastratégiques (fonctions du personnel, de production et d'administration). Cette intégration sociale des objectifs à l'intérieur de la société est une condition nécessaire à la croissance équilibrée, mais elle n'est pas encore suffisante.

Il faut encore un chef qui propose et insuffle à ses équipes le changement créateur. Il y parviendra par une stratégie politique préalable qui va précéder le programme et va permettre de guider et d'orienter le pluralisme des activités des fonctions. Cette stratégie, contrairement à ce que l'on pense souvent, n'implique pas que le chef définisse des objectifs précis pour sa firme, mais elle requiert que le chef d'entreprise ait une vision des buts des participants à la vie économique et politique. En d'autres termes, la stratégie devra englober les finalités de la croissance. On le voit donc, la croissance, moyen de création des richesses, est au service de fins dont il convient maintenant de prendre conscience.

IV. LES OBJECTIFS ET LES FINALITÉS

L'homme, nous disent les biologistes, est le seul être vivant capable d'agir de façon significative sur son environnement. A cet égard, le « croissez et multipliez ! »

de la Bible ne peut être perçu que comme un précepte qui se rapporte aux moyens ; car il demande encore à être interprété en fonction des objectifs et des buts recherchés. Nous devons prendre conscience non seulement des moyens qu'utilise la croissance, mais encore de ses objectifs et finalités. En effet, il convient bien de juger également du caractère bénéfique ou maléfique des stratégies de changement pour la société.

La croissance, sans aucun doute, est pour l'homme d'affaires un objectif de société. Elle l'est également pour tout politicien qui assigne à sa nation un but de mieux-être. Pour l'un et pour l'autre, elle assure la cohésion sociale. Seuls les progrès techniques et sociaux permettent de résoudre les problèmes concrets qu'un monde matériel en état de désintégration constante et qu'une démographie galopante posent à l'humanité.

Une certaine jeunesse, aujourd'hui, ne l'entend pas ainsi. Elle veut le changement, mais un changement sans croissance. La question serait alors de savoir par quoi remplacer la croissance. Quelles ressources allons-nous mobiliser en son lieu et place ? Trouverons-nous un dénominateur commun susceptible de mobiliser toutes les couches sociales de la population et d'englober en son sein autant de valeurs, en vue de l'édification d'une société qui devra bien disposer de ce qui lui est nécessaire pour vivre ?

Car il s'agit bien de s'orienter vers un changement créateur, susceptible de transformer la société. Les valeurs essentielles qu'il incorporera devront être considérées par ses membres comme justes, pertinentes et nécessaires. Les objectifs intermédiaires de l'organisation devront être formulés clairement.

Ces conditions sont difficilement remplies par le vague à l'âme de notre jeunesse. Sa critique est pourtant sous bien des aspects justifiée. Si nous avons parfois de la peine à la rejoindre, n'est-ce pas parce que nous avons consacré toute notre énergie créatrice à répondre au besoin d'une demande quantitative accumulée pendant la crise des années trente et amplifiée par la dévastation de la Seconde Guerre mondiale ? Ne sommes-nous pas tous éblouis par les réels progrès accomplis par la science et la technique ? N'avons-nous pas été obsédés par la demande effrénée de biens de consommation de nos contemporains ? Ne nous sommes-nous pas enfermés dans l'orgueil du riche, sa suffisance, sa confiance en lui-même ? Si nous avons su créer des biens nouveaux, avons-nous su donner ?

L'ensemble de ces interrogations sur les finalités sociales dépasse de beaucoup les compétences de l'économie politique, des économistes et des chefs d'entreprise. Ceux-ci ne peuvent, devant ces questions fondamentales, que rester très humbles. Leur rôle n'est pas, et il faut être parfaitement clair sur ce point, de développer un projet de civilisation, mais il leur appartient, en revanche, de *rendre possible la civilisation*. Il faut le reconnaître : leur contribution au dialogue sur les finalités est, par conséquent, très limitée.

Ce n'est pas tant au chef d'entreprise mais à « l'homme » qu'il est d'explicitier la finalité de l'action. Il n'est certes pas inutile que l'homme tente de donner sa réponse, sa contribution fût-elle modeste car, encore une fois, elle ne peut être

professionnelle. Néanmoins, le chef d'entreprise peut, de par ses connaissances économiques et sociales, apporter sa contribution au débat. Sa pensée viendra ainsi s'ajouter aux réflexions du scientifique, du sociologue, du philosophe, du théologien, bref à l'interrogation de tout homme à la recherche de son destin.

L'homme d'affaires que je suis tentera de répondre modestement ce qui suit. Le changement de type créatif est à la base même de la multiplication des richesses. Sans création scientifique et sociale nouvelle, les parts de richesse peuvent être certes modifiées pour un certain temps par une politique des revenus, mais toute société qui se contenterait de distribuer, vieillira et évoluera lentement vers la mort. Aucune société ne peut vivre sans se fixer des objectifs de croissance, fussent-ils limités. L'entreprise à laquelle je participe possède les siens. Il est intéressant de relever à cet égard qu'ils sont très différents dans les pays en voie de développement et dans les sociétés de consommation avancées où elle opère.

Dans les pays en voie de développement, la croissance est nécessaire. Tout homme qui a une conscience, peut-il penser que l'industrie ait d'autres choix que de libérer l'homme de la pénurie et de la misère ? Et pouvons-nous le faire autrement qu'en étendant au monde entier la consommation de masse et les méthodes industrielles qu'elle présuppose ? Personne ne peut penser que l'on puisse raisonnablement résoudre les problèmes lancinants du Tiers monde autrement que par l'apport de la technologie que détient le monde occidental et en débloquent les structures sociales de civilisations anciennes, qui devront, nous le reconnaissons volontiers, non pas s'aligner sur le modèle de la société libérale, mais s'en inspirer.

Prenons ici un exemple concret. Pour faire face à la malnutrition qui touche près d'un quart de la population mondiale, soit près d'un milliard d'êtres humains, la croissance de la production agricole est indispensable. Il conviendra parallèlement d'organiser la distribution en fonction des méthodes les plus modernes dont nous disposons. Le Tiers monde ne peut évoluer que si nous mettons à sa disposition nos techniques d'irrigation, nos engrais, nos pratiques d'hygiène animale et humaine ; il ne pourra parvenir à se délivrer de son état présent qu'en acceptant la formation technologique de ses populations, la cadence des usines alimentaires modernes, leur système de distribution ; enfin — et c'est l'apport récent de la critique écologique — cet effort de croissance ne pourra se faire que dans le respect des équilibres naturels.

Un type de croissance qualitative suppose certains changements fondamentaux de politique : tout d'abord des investissements nouveaux dans la production de matières premières, ensuite, un développement considérable de la recherche scientifique (notamment dans les sources d'énergie), enfin, une modération de la natalité. Certes, il faut le reconnaître, la politique égoïste des Etats, victimes d'un nationalisme dépassé pour les uns, de l'absence d'une volonté de distribution des richesses pour les autres, nous laisse mal augurer aujourd'hui d'une meilleure organisation de la croissance et de son développement harmonieux.

Dans les pays développés, le rythme de croissance à soutenir se pose certes dans un tout autre contexte. La croissance requiert un modèle, nous l'avons vu plus haut, qui postule non seulement le progrès technique et social, mais également l'ouverture

permanente à la contradiction et aux nouvelles idées. L'objectif des politiques ne devrait-il pas être aujourd'hui d'ouvrir un débat contradictoire sur les moyens et les finalités de la croissance ?

Interrogeons à ce sujet l'opinion publique qui, souvent, a une meilleure conscience des objectifs à poursuivre que les intellectuels. Cette opinion publique ne reproche-t-elle pas à nos sociétés dites avancées d'être sclérosées ? N'affirme-t-elle pas que l'esprit d'initiative se meurt parce qu'il n'est pas encouragé ? Ne se plaint-elle pas, contrairement à ce que certains pensent, de l'écrasement et du nivellement des hiérarchies ? Ne reconnaît-elle pas que l'interdiction de licenciement est un frein au développement ? Tel est tout au moins le résultat d'un sondage récemment organisé par le *Figaro* : « il faut être un peu fou, en concluait à cette occasion Jean d'Ormesson, pour avoir l'ambition aujourd'hui de diriger une entreprise. » Et il poursuivait : « dans la France de 1976, l'ambition de faire quelque chose de neuf et de grand, dans n'importe quel domaine, se heurte, de tous les côtés, à d'innombrables obstacles : le fisc, l'administration dévorante, les syndicats aux vues souvent étroites, semblent se donner la main pour s'opposer avec succès à toute manifestation un peu vivante de dynamisme et d'autorité. »

En d'autres termes, et contrairement aux idées reçues par le mythe dominant (que développent certains sociologues qui se croient avancés), le premier objectif de société n'est-il pas de fixer la taille optimum des secteurs gouvernementaux, puis de décentraliser les programmes sociaux pour les assurer désormais dans un pluralisme créateur ?

Il s'agit, dans les sociétés avancées, de s'appliquer demain à redonner à l'homme le goût du risque et le sens de ses responsabilités. Si la croissance créatrice est bien la clé de la stratégie du changement, l'esprit créateur ne doit-il pas être favorisé ? Ces objectifs doivent naître autant au niveau macro-économique que sur le plan de l'entreprise. Or, ces deux niveaux sont paralysés par un esprit d'égalitarisme, qui trouve son origine souvent plus dans un sentiment de jalousie que dans un élan d'amour du prochain.

Devrions-nous conclure à la maladie profonde de nos civilisations ? Nous sommes confrontés à une crise grave, mais l'issue n'a rien d'inévitable. Il s'agit de s'orienter vers un *mode de vie* différent en matière d'écologie, de démographie et de consommation. C'est devoir, en d'autres termes, mettre nos richesses matérielles, organiques et spirituelles à la disposition d'une croissance mesurée et maîtrisée. Il s'agit aussi d'évoluer vers une *croissance qualitative* et plus humaine (qui n'exclut pas la croissance matérielle) pour atteindre, par un changement des rapports intra-humains, un nouveau palier d'intégration. Nous devons bâtir de nouveaux cadres d'intégration : *l'homme ne peut se passer de règles sociales*. Le débat sur la participation dans l'entreprise s'inscrit indubitablement sur cette toile de fond.

V. CONCLUSION

La croissance économique nous est d'abord apparue comme l'expression d'une loi naturelle. A ce titre, l'économie (qui utilise la croissance comme moyen principal pour atteindre ses fins : les richesses) est une organisation insensible, sans merci, qui heurte de toute part les plus généreux desseins de l'âme humaine. La création des richesses s'effectue à la sueur des fronts, ou pour employer une expression plus actuelle, à l'usure des nerfs. Elle exige des sacrifices. Dans l'entreprise, les erreurs de prix et de coût ont des conséquences implacables. En ce sens, le profit ne se situe pas au centre du problème du bien et du mal, mais au-delà : il est la résultante d'une action réussie et favorable au milieu ambiant. Il est la note que le consommateur confère au producteur (d'automobiles ou de chansons). Et c'est parce que tout homme d'affaires et, encore plus, tout chef d'entreprise s'attaquent aux lois naturelles qu'ils sont des hommes conscients des notes qui leur sont attribuées et, par conséquent, qu'ils sont des hommes durs.

Quelles que soient nos attitudes, notre action et ses variables, ce monde poursuivra inexorablement sa marche. Car toute action économique est dans tous les régimes politiques soumise à la rigueur des lois du marché, de la pression démographique, des changements climatiques. Sur ces éléments, il faut bien le reconnaître, l'homme a bien peu de prise.

Dans cette bataille contre son destin, les conditions exactes et les règles du jeu de la vie et de la mort de l'entreprise méritent d'être rappelées à tout régime politique, qu'il soit conservateur, communiste, chinois ou trotskiste. Aucun d'eux ne mettra jamais fin à la lutte que toute entité économique engage, de par sa vocation matérielle, contre la nature.

Mais, fort heureusement, il n'existe pas de vie économique sans vie sociale. Cette dernière corrige la rigueur de la première. La richesse de l'entrepreneur, il le sait mieux que quiconque, ce ne sont qu'accessoirement ses matières premières, ses terrains ou ses usines, mais ce sont d'abord et principalement les hommes qui travaillent dans son entreprise ; des hommes qui refusent aujourd'hui, au sein même de l'organisation, la domination des forts sur les faibles, des nantis sur les pauvres ; des hommes qui au nom de la justice et de la liberté refusent les dures lois, aussi inévitables qu'inexorables, du marché ; des hommes qui, par leur langage ou leur comportement, se révoltent contre leur destin économique et celui du monde où ils ont été placés en tant que créatures.

Dans ce combat contre le destin surgit une grande espérance. L'homme n'est pas seulement créature, il est né également créateur. Il lui est donné de transcender sa condition de créature, pour la dépasser, dans une aventure créatrice (à la fois sur les plans scientifique et psycho-social). Sa vocation est d'échapper, grâce à son intelligence, aux contraintes naturelles. Elle est de remédier *par la culture* aux déséquilibres de la nature.

A cet égard, son vrai combat n'est pas le combat dérisoire de la lutte des classes, ni le combat révoltant d'une société de consommation qui aspire à satisfaire tous les

désirs, ni même une lutte, pourtant bien réelle, contre les ennuis quotidiens qu'engendre toute vie de travail. Mais, sa vraie croisade est celle de la croissance créatrice, qui ne s'effectue pas sans goût du sacrifice. Sa vraie quête n'est pas seulement de ramener par la science l'homme à une meilleure harmonie avec son milieu, ou encore de conquérir des richesses, mais également de les redistribuer. Or, nous le savons, tout acte de redistribution des richesses implique un geste d'amour, qui ne se conçoit pas sans noblesse de caractère.

En définitive, on le voit, un objectif de croissance économique à dimension humaine suppose d'abord une persévérance dans la création, ensuite et simultanément, une croyance dans la noblesse de comportement de l'homme devant la richesse créée. Cette double attitude n'implique-t-elle pas la reconnaissance implicite d'un *défi*, d'une part, lancé quotidiennement par l'intelligence et la volonté de l'homme aux lois implacables du hasard et de la nécessité, et, d'autre part, la nécessaire et constante prise de conscience de ce défi, quels que soient son énigme, et son véritable sens ?

Si tout débat sur la croissance renvoie, par conséquent, indubitablement à des finalités à ressentir et à exprimer, leur sens (ne l'avons-nous pas démontré ?) ne peut être toutefois trouvé que s'il s'incarne simultanément dans des moyens, ou, si l'on préfère, dans des systèmes de choix individuels ou collectifs, qui ne valent que par la qualité de leur programme.

Dans cette perspective, tout système démocratique, qui se doit par définition d'être pluraliste et décentralisé, peut-il, sans se détruire lui-même, condamner l'existence de l'entreprise privée, laquelle, si elle est bien dirigée, est à la fois centre de croissance mesurée et de progrès qualitatif, témoin essentiel de l'expression de nos libertés individuelles, berceau de l'homme citoyen du monde, et, enfin, point de départ de toute justice sociale ?